La grève de Renault et ses leçons

[(Les militants de «Solidarité ouvrière» de la région parisienne à l'annonce de la grève des O.S. de la régie Renault du Mans – et constatant le contenu syndicaliste et libertaire de leurs revendications: diminution de la grille hiérarchique, diminution du temps de travail, avancement de l'âge de la retraite – décidèrent d'envoyer plusieurs camarades prendre contact avec les travailleurs en grève.

Ces camarades arrivèrent au moment où commençait le meeting organisé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Tout de suite, ils purent constater l'attitude embarrassée du représentant de la C.G.T. qui parlait de la solidarité des autres travailleurs de la régie, mais sans en préciser les formes!)]

Ce qui voulait dire en clair qu'on allait laisser se battre seuls les O.S. du Mans! N'oublions pas que la hiérarchisation des travailleurs (O.S.1, O.S.2, P.1, P.2, A.T.1, etc.) date de 1947, mise au point par la même C.G.T. ou plutôt par la même direction de la C.G.T. On ne paie plus les travailleurs en fonction d'un travail mais d'une qualification; et trop souvent pour le même travail les différences de salaire sont importantes, parce que la qualification n'est supposée pas la même alors que le travail fourni est équivalent: introduction du fonctionnarisme dans la classe ouvrière!

Dans les semaines qui allaient suivre, on assistera à une regrettable orchestration de la grande presse – écrite, radiophonique et télévisé – avec les fédérations syndicales, qui allaient plus ou moins reprendre les arguments lamentables de Giscard d'Estaing; les revendications des O.S. mettaient en péril toute la gestion, voire même l'existence de la régie Renault! À cette catégorie, la plus exploitée, on essayait de faire supporter le poids moral des conséquences des

gymnastiques monétaires. Au travers de la lutte de ses camarades, c'était tout le monde des travailleurs qui était visé!

C'est tellement vrai qu'une autre délégation de l'Alliance qui se rendit à Boulogne-Billancourt put faire les constations suivantes: quinze jours après le début de la grève des O.S. du Mans, rien n'avait été fait pour unifier dans une lutte commune les différentes catégories de personnel.

Il y avait les non-grévistes, les lock-outés dont une grande partie, surtout parmi les jeunes, était pour l'occupation des lieux de travail; d'autres, des employés, dans l'espoir de percevoir en entier leur salaire, ne se sentaient pas concernés par la situation.

Devant cette division, trop souvent entretenue, de nombreux cadres adoptaient une attitude provocatrice.

Il nous faut dire, avec regret mais nous devons le dire, qu'ils étaient trop souvent aidés par les cadres syndicaux de la C.G.T. Ceux-ci n'ont-ils pas fait la chasse aux travailleurs qui avaient pris conscience du problème posé et tentaient d'élargir le mouvement, voire même de le durcir, face à la tentative d'épreuve de force engagée contre le gouvernement?

Ces mêmes cadres syndicaux, cette fois-ci au grand jour, ont déclaré, après un meeting, à des travailleurs qui posaient des questions gênantes au sujet de la situation particulière des intérimaires travaillant à la régie, que les intérimaires n'avaient pas à être là, qu'eux-mêmes étant «flics syndicaux» leur rôle était de les faire sortir, ce qui souleva un tollé de la part des travailleurs présents, immigrés et non-immigrés.

Propos qui paraissent invraisemblables par leur outrance même!

Des incidents semblables se sont produits journellement à

Flins, à Cléon.

La paix sociale, les «accords de progrès» planifiant les augmentations de salaire et les améliorations des conditions de travail, cela se paie! Cela se paie par le sabotage de la spontanéité ouvrière!

Dans une période comme la nôtre, où le capitalisme français doit investir massivement pour résister à la concurrence internationale, les contradictions et les conflits d'intérêt entre prolétariat et capital éclatent au grand jour. Et toute tentative de collaboration entre syndicats et patronat – privé ou public – sacrifie les intérêts de la classe ouvrière. Ce sont les travailleurs qui vont payer les frais de l'expansion économique et les sauts périlleux de l'eurodollar. On verra même l'entrée du capital privé à la R.N.U.R., comme on le voit dans l'aéronautique [[Voir notre article sur la S.N.I.A.S.]] et dans les P.T.T.

On peut comprendre l'amertume des O.S. de Renault; en particulier ceux du Mans, qui ont, pendant quatre semaines, mené un dur combat, combat qui concernait toute la classe ouvrière; mais leur lutte a été dévoyée; au lieu de la mobilisation de tous les travailleurs de la métallurgie, des trois confédérations et non-syndiqués, ils ont pu voir une dispersion, une parcellisation de leur mouvement.

Ils tireront eux-mêmes les conclusions qui s'imposent: les directions syndicales actuelles ne s'identifient pas avec leurs intérêts; leur politique d'assimilation au système capitaliste tient à leur illusion première: la croyance du passage au socialisme par la voie électorale qui les oblige à maintenir muselé le prolétariat. Face aux intérêts de classe, les dirigeants actuels du mouvement ouvrier préfèrent la cohue électorale... En outre, «gauche unie au pouvoir», «démocratie avancée» signifient en ternies économiques gestion du système capitaliste; pour être gérant, il faut donner des gages – à savoir prouver être capable de discipliner – de tenir, de

diriger les travailleurs et, au besoin, de casser quelques têtes...

Les directions actuelles ont donc une politique cohérente et déterminée de faire rentrer le fleuve ouvrier dans son lit de grévettes, manifestations promenades et autres soupapes de sécurité. Rien ne les effraie plus que le débordement de leurs digues réformistes.

Pour elles l'avenir est planifié, sûr: regroupement des partis de gauche, les syndicats sur un petit strapontin en appoint; gouvernement «d'union démocratique»; réformes: quelques nationalisations, quelques lois sociales, quelques revendications satisfaites: échelle mobile, retraite...; loin, très loin, un mirage qui recule à mesure qu'on avance: expropriation, gestion ouvrière, disparition de l'État et Fédération internationale, le socialisme est toujours exalté, proclamé, fêté...

Pourtant, d'autres forces existent; elles éclatent partout; elles sont faibles aujourd'hui mais progressent vite. On les voit chez Renault, chez les agriculteurs, chez les techniciens; elles sont radicales et pressées.

Aujourd'hui, la question de la direction des luttes ouvrières se pose, non en termes d'idéologie mais d'action, non théoriquement mais dans les luttes sociales. Les militants de l'Alliance sont décidés de prendre leur part en ce combat. La classe ouvrière et les couches techniciennes – main-d'œuvre, technique et science – sauront-elles enfin réaliser leurs aspirations et briser le carcan réformiste et petit bourgeois qui les enserre afin que les travailleurs bâtissent leur monde, celui du socialisme et de la liberté.